

Il semble que les gens soient disposés à payer davantage... On voit encore des gens rouler dans des voitures rapides.

Voilà ce qu'il a dit et ce qu'il pense de la situation de toute apparence. S'il croit qu'une dame de 63 ans touchant \$369 de pension par mois roule dans une voiture rapide et se fiche de la hausse du coût de l'énergie, c'est qu'il manque encore plus de jugement que je ne le croyais.

**M. Wilson:** Qui roule dans une voiture rapide ici?

**Mlle MacDonald:** Le premier ministre. Mais c'est la femme qui doit subsister grâce à cette allocation au conjoint qui se demande comment elle va acquitter ses factures de mazout. Elle a dû subir une hausse de \$244 pour son mazout de chauffage depuis que le premier ministre est revenu au pouvoir il y a quinze mois de cela. Ajoutez à cela les hausses d'ensemble du coût de la vie qui atteignent maintenant des niveaux records et vous conviendrez que cette femme est dans une situation difficile. Elle n'est que l'une des nombreuses personnes qui auraient eu droit à la seconde mesure préconisée par le Parti conservateur pour amortir les coûts élevés de l'énergie. Elle aurait pu réclamer le crédit d'impôt sur l'énergie que nous proposons et qui lui aurait permis d'économiser jusqu'à \$220 dollars par an. Mais non, au contraire, elle et des milliers d'autres Canadiens comme elle sont abandonnés à leur triste sort par le programme énergétique Libéral qui ne fait que les pénaliser.

Le crédit d'impôt sur l'énergie n'était pas monsieur, le seul moyen que nous ayons mis au point pour aider les consommateurs Canadiens à passer par la délicate phase de transition précédent l'auto-suffisance. Nous avons tenu compte des régions du pays qui seraient les plus durement frappées, en particulier la région atlantique. Une bonne partie de l'électricité consommée dans les provinces maritimes provient de génératrices à mazout. Il en découle que les hausses du prix du pétrole frapperont davantage cette région que tout autre au Canada. Monsieur l'Orateur, si l'on compare les factures d'électricité dans différentes parties du pays avec celles où l'on utilise du mazout domestique on constate que la facture d'électricité d'une maison moyenne à Charlottetown, dans l'île-du-Prince-Édouard, en incluant les dépenses de chauffage, s'élevait en 1980 à \$296.33 par mois. Dans l'île du Cap-Breton d'où est originaire le ministre des Finances elle était de \$221.35. A Montréal, cette même facture était de \$127.40, à Ottawa, de \$128.39 et à Calgary, de \$119.16 ce qui fait que les gens qui habitent dans le Canada atlantique doivent payer bien plus cher pour leur mazout de chauffage que n'importe où ailleurs au Canada.

● (1530)

Compte tenu de cet écart, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a déclaré ce qui suit dans son exposé budgétaire de 1979:

Nous prendrons des mesures importantes afin de faciliter l'adaptation à la hausse des prix dans la région de l'Atlantique. Nous offrirons des subventions pour compenser le coût supplémentaire de la production d'électricité qu'entraîneront les hausses de prix du pétrole dépassant \$2 le baril par an.

Or, le budget MacEachen ne prévoit aucune subvention de ce genre, bien que le prix du baril de pétrole ait déjà augmenté de plus de \$2 en 1981. Le gouvernement n'a pris aucune mesure ni dans le cadre du budget ni par la suite pour venir en aide aux consommateurs, à l'exception d'un malheureux programme de subventions aux fins de conversion dont la mise en œuvre a trop tardé. D'ailleurs, ce programme renferme telle-

### L'énergie

ment d'écueils et d'échappatoires que les consommateurs risquent de dépenser à ce titre plus qu'ils ne pourront économiser.

Qu'advient-il de tous ceux qui ne vivent pas à proximité des conduites principales de gaz naturel ou des centrales électriques et qui ne peuvent compter que sur une source d'énergie, le pétrole? A cause de l'étendue du Canada, bien des localités se trouvent relativement isolées en ce qui concerne les possibilités de conversion. Ceux qui y habitent ne se voient offrir aucune aide, aucune mesure de rechange et n'ont d'autre solution que de continuer à payer le prix de plus en plus exorbitant du pétrole. De plus, le prix à la consommation ne serait pas si élevé si le gouvernement ne cherchait pas à réaliser des bénéfices grâce à ses récentes hausses de taxes sur le pétrole. Car c'est exactement ce que le gouvernement veut faire: réaliser un profit.

Je m'explique. En mars dernier, le gouvernement a versé en tout 148 millions de dollars aux raffineries et aux importateurs de pétrole étranger; toutefois, les taxes et les redevances imposées sur la vente de pétrole aux consommateurs canadiens lui ont permis de toucher 337 millions de dollars. Autrement dit, le gouvernement a réalisé ce mois-là, sur le dos des contribuables canadiens, un bénéfice de 189 millions de dollars. Le ministre maintient que cela ne valait que pour ce seul mois. Mais les recettes du gouvernement ont plutôt tendance à augmenter si l'on en juge d'après les mois précédents et si l'on tient compte des paiements de compensation qu'il verse au titre du pétrole importé.

Si nous examinons les premiers mois de l'année en cours, nous constatons que le compte d'indemnisation du gouvernement avait un déficit de 124 millions de dollars en janvier, mais un surplus de 67 millions en février et de 189 millions en mars. Le gouvernement va s'en servir pour réduire son énorme déficit. Bien entendu, on ne l'admet pas ouvertement, on le fera à la cachette.

Le 30 juin, le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) a dit:

Le gouvernement pratique l'extorsion par les prix. Il a prétendu que les recettes tirées de ces nouvelles taxes serviraient à subventionner le coût du pétrole importé, mais ses propres données prouvent que le prélèvement d'indemnisation pétrolière et le «prélèvement spécial de Lalonde» représentent déjà beaucoup plus d'argent qu'il n'en a besoin. Pendant le premier mois de l'année financière en cours, le gouvernement a prélevé 189 millions de dollars de plus que ce dont il avait besoin.

C'est alors que le député d'Etobicoke-Centre a posé la question suivante:

Pourquoi le gouvernement n'admet-il pas qu'il a besoin d'argent pour réduire le déficit et n'impose-t-il pas des taxes de la manière habituelle?

Le gouvernement peut remplir ses coffres par des moyens illicites, mais il ne veut même pas songer à donner par des moyens équitables. Je sais que le ministre des Finances a dit que le déficit actuel ne lui permettait pas d'accorder un crédit d'impôt à l'énergie. Pourtant, il a les moyens de dépenser 1.5 milliard de dollars pour acheter Petrofina et envoyer à l'extérieur du Canada cet argent que les contribuables ont dûment gagné. Il peut dépenser 60 millions pour la publicité du gouvernement afin d'essayer de faire croire aux Canadiens que le gouvernement s'acquitte admirablement bien de sa tâche. Par ailleurs, le ministre n'a pas d'argent pour aider les Canadiens qui doivent chauffer leur maison et utiliser leurs appareils électriques, même s'il empoche 189 millions de dollars avec ses hausses de taxes énergétiques.